

# **COMITE DES OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME FRANCE**

**Committee of Observers of Human Rights**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES EXECUTIONS EXTRAJUDICIAIRES,  
SOMMAIRES OU ARBITRAIRES (GTEESA/CODHO)**

**CODHO France<sup>1</sup>**



## **COMMUNIQUE DE PRESSE N°20170608/CODHO France**

### **RD CONGO (Afrique centrale) : CODHO soutient une enquête internationale pour élucider les massacres des civils et l'assassinat des deux experts de l'ONU au Kasaï –Central**

01. Paris, le 09/06/2017. L'association Comité des Observateurs des Droits de l'Homme France (CODHO France), à travers son Groupe de Travail sur les Exécutions Sommaires et Extrajudiciaires (GTEESA/CODHO) est très préoccupée à la fois par l'ampleur et l'impunité du massacre des civils depuis juillet 2016 dans la province congolaise (RDC) du Kasaï-central et ses environs au Congo (RDC) et le double assassinat dimanche 12 mars 2017 dans la même province de deux experts de l'ONU : Michael Sharp (américain) et Zahida Katalan (suédoise), deux interprètes congolais qui les accompagnaient et quatre chauffeurs de taxi moto.

02. Il est claire que les autorités du Congo (RDC) n'ont pas montré la volonté de faire cesser le massacre des civils ni d'organiser une enquête, pour des motifs non encore connus. Il aussi vrai qu'à ce jour des soupçons persistants pèsent sur certaines autorités congolaises hautement placées quant à leur rôle actif dans la conception, l'organisation et la planification de ce massacre des civils dans la province du Kasaï central et ses environs, y compris le double assassinat des experts de l'ONU et les membres de leur suite.

03. Le haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a demandé l'établissement d'une commission d'enquête sur les violences contre les civils en République démocratique du Congo. Zeid Ra'ad al-Hussein dit avoir constaté de « graves » violations des droits de l'homme. Le porte-parole du gouvernement décline laide de l'ONU dans les enquêtes et pointe les miliciens présumés Kamuina Nsapu.

page 1/3

<sup>1</sup> CODHO France est une association Loi de 1901 en France, créée en 2004, dont le but est la promotion et la protection des droits fondamentaux pour toutes et tous, en France et partout dans le monde.

04. S'exprimant au mois de d'avril dernier devant le Conseil des droits de l'homme, à Genève, le prince Zeid a d'abord salué les mesures prises par le gouvernement congolais, notamment d'avoir pris rapidement des mesures pour enquêter sur quelques-unes de ces allégations de meurtres par des soldats et, a proposé de l'aide aux autorités congolaises (RDC). Mais étant donnée la gravité de la situation dans la région, le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme ne veut pas en rester là. Il demande au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève à établir une commission d'enquête pour se pencher sur ces allégations de meurtres dans les provinces du Kasaï, Kasaï Oriental, Kasaï centre et Haut Lomami. Le Haut Commissaire a déclaré que son bureau surveillera attentivement les développements judiciaires concernant les actions des forces de sécurité qui ont entraîné la mort de plus de 100 personnes en septembre et en décembre.»

05. Le Haut- Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a lancé un ultimatum de 24 heures aux autorités congolaises (RDC) afin qu'elles acceptent d'organiser une enquête conjointe avec des experts de l'ONU, faute de quoi c'est une enquête internationale qui sera organisée afin de connaître la vérité sur l'assassinat de deux experts de l'ONU et le massacre des civils dans cette province congolaise (RDC) du Kasaï centrale.

06. Le Kasaï est le théâtre, depuis juillet, d'une insurrection populaire suite à la révolte d'un chef coutumier Kamuina Nsapu contre l'autorité de l'Etat. Ce dernier a été tué en août 2016 à la suite d'une opération militaire, mais depuis, cette vague de contestation s'est étendue sur les trois provinces du Kasaï et celle du Haut Lomami.

07. Contacté, Me N'Sii LUANDA, président de CODHO France a déclaré que « Les autorités congolaises doivent se déporter de l'enquête qui sera organisée dans la province congolaise du Kasaï Central et ses environs à cause de plusieurs allégations chargent gravement plusieurs autorités politiques, militaires et policières congolaises dans ce massacre de civils au Kasaï central, en tant qu'autorités hiérarchiques ou de commandement : sans la pression internationale les autorités congolaises (RDC) n'auraient ni l'idée ni la volonté d'organiser une quelconque enquête. » Contrairement à la demande d'une enquête conjointe formulée dernièrement par le Haut- Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme auprès des autorités congolaises, je suis plutôt favorable à une enquête internationale, c'est-à-dire sans la participation des autorités congolaises, ceci pour plus de sérénité, de compétence et d'impartialité dans les opérations de l'enquête. On ne peut pas demander à quelqu'un d'organiser ou participer à une enquête concernant des crimes dont il est présumé auteur, direct ou indirect, ou co-auteur. » « En plus, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) devra aussi rendre compte quant à l'efficacité de la présence de près de 20 milles hommes de troupe au Congo (RDC) depuis plus de 15 ans, sans être à mesure ni d'empêcher le massacre des civils ni de stopper le plus vite ces violences. », a-t-il complété Me N'Sii LUANDA. « Le Conseil de sécurité de Nations Unies devrait examiner la possibilité de refaire expérience de l' « opération Artémis 2003, au Congo (RDC) » : l'opération

**Artémis est une mission militaire menée, du 6 juin au 6 septembre 2003 en Ituri (Congo, RDC), par l'Union européenne au titre de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), sous l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU, selon sa résolution 1484 du 30 mai 2003. Cette opération a été globalement efficace sur tous les plans : temps, budget et impact du résultat» a -t-il complété Me N'Sii Luanda.**

Fait à Paris, le 09/06/2017.

**CONTACTS pour la presse en français :**

**Secrétariat CODHO France-**

**Tél. : +33 7 54 15 39 55 - Email : codho.france@gmail.com**

---

**Un nom et une adresse de contact pour les dons- M. N'Sii LUANDA, président de CODHO France -Email: nsiiluanda\_codho@yahoo.fr**

**Le numéro du compte bancaire vous sera communiqué à votre demande**

---

**"L'association CODHO France a été créée en 2005 en France**

---

**COMITE DES OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME FRANCE**  
**Committee of Observers of Human Rights**  
**WORKING GROUP ON EXTRAJUDICIAL, SUMMARY OR ARBITRARY**  
**EXECUTIONS (GTEESA/CODHO)**  
**CODHO France<sup>2</sup>**

---



**PRESS RELEASE N°20170609/CODHO France**

---

**DR CONGO (Central Africa): CODHO supports international investigation to elucidate massacres of civilians and the assassination of two UN experts in Kasai-Central**

---

01. Paris, 09/06/2017. The Association of Human Rights Observers, France (CODHO France), through its Working Group on Extraordinary and Extrajudicial Executions (GTESE / CODHO), is deeply concerned by the scale and impunity of the massacre of civilians in Congolese province (DRC) of Kasaï-central and its surroundings in Congo (DRC) since July 2016 and the double assassination on Sunday, March 12, 2017 in the same province of two UN experts: Michael Sharp And Zahida Katalan (Swedish), two Congolese interpreters who accompanied them and four motorcycle taxi drivers.

02. It is clear that the authorities in the Congo have not shown a willingness to stop the massacre of civilians or to organize an investigation for reasons that are not yet known. It is also true that, to this day, sustained suspicions are pending on certain highly placed Congolese authorities as regards their active role in the design, organization and planning of this massacre of civilians in the Central Kasaï Province and its surroundings, including The double murder of UN experts and the members of their sequel.

03. The UN High Commissioner for Human Rights calls for the establishment of a commission of inquiry into the violence against civilians in the Democratic Republic of the Congo. Zeid Ra'ad al-Hussein said he had found "serious" human rights violations. The government's spokesman declines United Nations aid in investigations and points out the alleged militiamen Kamuina Nsapu.

page 1/3

---

<sup>2</sup> CODHO France est une association Loi de 1901 en France, créée en 2004, dont le but est la promotion et la protection des droits fondamentaux pour toutes et tous, en France et partout dans le monde.

04. Speaking to the Human Rights Council in Geneva last April, Prince Zeid first welcomed the measures taken by the Congolese government, including taking prompt steps to investigate Some of these allegations of killing by soldiers and offered assistance to the Congolese authorities (DRC). But given the gravity of the situation in the region, the UN High Commissioner for Human Rights does not want to leave it at that. He called on the UN Human Rights Council in Geneva to establish a commission of inquiry to investigate allegations of killings in the provinces of Kasai, Kasai Oriental, Kasai center and Haut Lomami. The High Commissioner said that his office will closely monitor developments in the judicial system concerning the actions of the security forces, which resulted in the deaths of more than 100 people in September and December.

05. The United Nations High Commissioner for Human Rights has issued a 24-hour ultimatum to the Congolese authorities (DRC) to agree to a joint investigation with UN experts, Is an international investigation that will be held to find out the truth about the assassination of two UN experts and the massacre of civilians in this Congolese province of the Central Kasai.

06. Kasai has been the theater since July of a popular insurrection following the revolt of a customary chief Kamuina Nsapu against the authority of the state. The latter was killed in August 2016 following a military operation, but since then, this wave of protest spread over the three provinces of Kasai and that of Upper Lomami.

07. Contacted, N'Sii LUANDA, President of CODHO France said that "The Congolese authorities must deport themselves from the investigation that will be organized in the Congolese province of Kasaï Central and its surroundings because of several allegations seriously charge several political authorities, Military and police forces in this massacre of civilians in central Kasaï, as hierarchical or commandal authorities: without international pressure the Congolese authorities (DRC) would have neither the idea nor the will to organize any investigation. "Contrary to the request of a joint investigation recently made by the United Nations High Commissioner for Human Rights with the Congolese authorities, I am rather in favor of an international investigation, that is without participation Of the Congolese authorities for the sake of peace, competence and impartiality in the investigation. One can not ask someone to organize or participate in an investigation of crimes that he is alleged to have committed, directly or indirectly, or co-authors. ""In addition, the United Nations Stabilization Mission (MONUSCO) will also have to report on the effectiveness of the presence of nearly 20 thousand troop troops in Congo (DRC) for more than 15 years, without being able to prevent the massacre of civilians or stop the The violence. ", He added to N'Sii LUANDA. "The United Nations Security Council should consider the possibility of re-experienci Mission (MONUSCO) will also have to report on the effectiveness of the presence of nearly 20 thousand troop troops in Congo (DRC) for more than 15 years,

without being able to prevent the massacre of civilians or stop the violence. ", He added to N'Sii LUANDA. "The United Nations Security Council should consider the possibility of re-experiencing Operation Artemis 2003 in the Congo (DRC): the operation Artemis is a military mission from 6 June to 6 September 2003 in Ituri (Democratic Republic of the Congo) by the European Union under the European Security and Defense Policy (ESDP) under the authority of the Council of Europe. UN Security Council resolution 1484 of 30 May 2003. This operation was globally effective in all aspects: time, budget and impact of the outcome, "he added.

Done at Paris, on 09/06/2017.

**CONTACTS for the press in French:**

**Secretariat CODHO France-**

**Such. : +33 7 54 15 39 55 - Email: codho.france@gmail.com**

---

**A name and contact address for donations - Mr. N'Sii LUANDA, President of CODHO France -Email: nsiliuanda\_codho@yahoo.fr**  
**The bank account number will be communicated to you at your request**

---

**"The CODHO France association was created in 2005 in France**

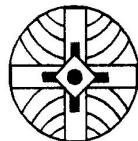
---

# **COMITE DES OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME FRANCE**

**Committee of Observers of Human Rights**

**GRUPO DE TRABAJO EN EXTRAJUDICIAL, SUMARIAS O ARBITRARIAS  
(GTEESA/CODHO)**

**CODHO France<sup>3</sup>**



**PRENSA No. 20170608 / CODHO Francia**

## **República Democrática del Congo (África Central): CODHO apoya una investigación internacional para esclarecer las matanzas de civiles y el asesinato de dos expertos de la ONU a Kasai -Central**

01. París, 09/06/2017. Los observadores de asociación de la Comisión de Derechos Humanos de Francia (CODHO Francia), a través de su Grupo de Trabajo sobre Resumen Implementación y extrajudiciales (GTESE / CODHO) está profundamente preocupado por la magnitud y la impunidad matanza de civiles desde julio de 2016, la provincia congoleña (RDC) Kasai central y circundante del Congo (RDC) y el doble asesinato domingo 12 de marzo de, 2017 en la provincia de dos expertos de la ONU: Michael Sharp (EE.UU.) Zahida y Katalan (sueco), dos intérprete congoleños que ellos y cuatro conductores de taxi motocicleta acompañado.

02. Está claro que las autoridades del Congo (RDC) han mostrado ninguna voluntad para detener la matanza de civiles o para organizar investigar, por razones aún desconocidas. También es cierto que hasta la fecha las sospechas persistentes afectan a algunas autoridades congoleñas de alto rango por su participación activa en el diseño, organización y planificación de la matanza de civiles en la provincia central de Kasai y su entorno, incluyendo el doble asesinato de expertos de la ONU y los miembros de su suite.

03. El Alto Comisionado de los derechos humanos de la ONU requiere el establecimiento de una comisión de investigación sobre la violencia contra los civiles en la República Democrática del Congo. Zeid Ra'ad Al-Hussein dijo que encontró violaciones "graves" de los derechos humanos. El portavoz del Gobierno acepta la ayuda de las Naciones Unidas en la investigación y la punta sospecha de milicianos Kamuina Nsapu.

<sup>3</sup> CODHO France est une association Loi de 1901 en France, créée en 2004, dont le but est la promotion et la protection des droits fondamentaux pour toutes et tous, en France et partout dans le monde.

04. Hablando en el mes de abril en el Consejo de Derechos Humanos en Ginebra, el Príncipe Zeid fue recibido en primer lugar las medidas adoptadas por el gobierno congoleño, incluyendo haber tomado medidas rápidas para investigar algunas de las alegaciones de homicidios cometidos por soldados y se ofreció a ayudar a las autoridades del Congo (RDC). Sin embargo, dada la gravedad de la situación en la región, el Alto Comisionado de los derechos humanos de la ONU no se detiene allí. Se pide al Consejo de Derechos Humanos de la ONU en Ginebra para establecer una comisión de investigación para examinar las alegaciones de asesinatos en las provincias de Kasai, Kasai Oriental, centro de Kasai y de alta Lomani. El Alto Comisionado dijo que su oficina de cerca la evolución judiciales relativas a las acciones de las fuerzas de seguridad han matado a más de 100 personas en septiembre y diciembre ".

05. El Alto Comisionado de los Derechos Humanos de las Naciones Unidas emitió un ultimátum de 24 horas a las autoridades del Congo (RDC) por lo que están de acuerdo para organizar una investigación conjunta con los expertos de la ONU, de lo contrario ' es una investigación internacional que se organicen con el fin de conocer la verdad sobre el asesinato de dos expertos de la ONU y la matanza de civiles en la provincia congoleña (RDC) Kasai de la central.

06. Kasai es el teatro desde julio, un levantamiento popular después de la revuelta de un jefe tradicional Kamuina Nsapu en contra de la autoridad estatal. Este último murió en agosto el año 2016 a raíz de una operación militar, pero ya que esta ola de protesta se ha extendido en las tres provincias de Kasai y el Lomani superior.

07. Puesto en contacto conmigo N'Sii LUANDA, presidente de CODHO Francia declaró que "las autoridades congoleñas deben deportar a la investigación que se organizará en la provincia congoleña de Kasai y sus alrededores central debido a varias acusaciones cargar seriamente varias autoridades políticas, militares y la policía congoleños en la matanza de civiles en el centro de Kasai como jerárquico o por las autoridades mandamiento sin presión internacional las autoridades del Congo (RDC) no tienen ni la idea ni la voluntad de organizar cualquier investigación. "Contrariamente a la solicitud de una investigación conjunta realizada recientemente por el Alto Comisionado de los derechos humanos de las Naciones Unidas con las autoridades congoleñas, soy más bien a favor de una investigación internacional, es decir, sin la participación autoridades congoleñas, esto por más serenidad, competencia e imparcialidad en las operaciones de la encuesta. No se puede pedir a alguien para organizar o participar en una investigación de los crímenes que se alega directa o indirecta, o co-autor. "" Además, la Misión de las Naciones Unidas para la Estabilización del Congo (MONUSCO) también debe informar sobre la eficacia de la presencia de cerca de 20.000 soldados en el Congo (RDC) durante más de 15 años sin poder ni para evitar la masacre de civiles o detener la violencia más rápido. "Me completó N'Sii LUANDA. "El Consejo de Seguridad de la ONU debería considerar la posibilidad de volver a experimentar" Operación Artemis en 2003, Congo (RDC) 'operación

Artemis es una misión militar llevada a cabo del 6 de junio a 6 de septiembre de 2003 en Ituri (RDC) por la Unión Europea en el marco de la Política de Seguridad y Defensa Europea (ETE), bajo la autoridad del Consejo de seguridad de la ONU, de acuerdo con su resolución 1484 de 30 de mayo de 2003. Este fue generalmente eficaz en todos los frentes: el tiempo, el presupuesto y el impacto en el resultado "tiene -t complementa N'Sii Luanda (Lawyer).

Hecho en París el 06.09.2017.

Contactos para la prensa en francés:

Secretaría CODHO Francia-

Tel. : +33 7 54 15 39 55 - Email: codho.france@gmail.com

-----  
Un nombre y una dirección de contacto para el Sr. dons- N'Sii LUANDA, Presidente de Francia CODHO -Correo electrónico: nsiiuluanda\_codho@yahoo.fr

El número de cuenta bancaria se comunicará a su solicitud

-----  
"La asociación CODHO Francia fue creado en 2005 en Francia